

Pays	Mesures	Emploi public	Protection sociale	Retraites	Services publics	Marché du travail
France	45 milliards de coupes (2010-2014) / 11 milliards par an	31000 postes de fonctionnaires supprimés (seul 1 fonctionnaire sur 2 remplacé en 2011)	1,5 milliards de coupes dans la sécurité sociale. 1 milliard d'économies grâce à la mise en place du RSA	L'âge de la retraite passe de 60 à 62 ans (1,5 milliard par an)	3 milliards d'économies via les transferts aux autorités publiques	
Espagne	15 milliards (2010-2011)	13000 postes de fonctionnaires supprimés. Coupes salariales de l'ordre de 5%	Les allocations dépendance baissent de 5,2%. Allocations logements baissent de 19,3%. Allocation de naissance (2500€) supprimée. Allocations de chômage longue durée (426€) et de fin de droit (420€) supprimées.	Le niveau des retraites est bloqué pour 2011. Proposition d'augmenter l'âge de la retraite à 67 ans, et la durée minimale à 15 ans.	budget infrastructures : -30%. R&D : -7%. Deux ministères supprimés, l'aide au développement est réduite de 20%. -16% de dépenses dans les départements. Privatisation de 49% des opérateurs publics des aéroports. Privatisation de la loterie nationale.	réforme du marché du travail : facilitation des licenciements économiques, affaiblissements des courts prudhommales.
Italie	24 milliards (2010-2011)	Blocage du budget salarial de la fonction public pour la période 2011-2013. Coupes salariales.	Coupes dans les budgets des aides aux familles (qui passe de 185M€ à 52M€) et à la jeunesse (de 94,1M€ à 33M€). Le fonds social pour les régions est aboli (187M€)	Augmentation prévue de l'âge de départ à la retraite, qui sera recalculé tous les trois ans de manière automatique vis-à-vis de l'espérance de vie.	le budget du ministère de la santé est réduit de 418M€ en 2011 et de plus d'un milliard en 2012	refonte du droit du travail, fragilisation des conventions collectives, mise en place d'un mécanisme de court-circuitage des courts prudhommales.
Allemagne	10 milliards (2010-2011)	10000 à 15000 postes de fonctionnaires supprimés d'ici à 2014. Baisse des salaires de 2,5% par la suppression de primes annuelles	20,5 milliards d'économie d'ici à 2014 pour la politique d'emploi. Suppression d'allocations de chômage de longue durée, de logement. Suppression des allocations familiales	La subvention fédérale pour les retraites des chômeurs de longue durée est supprimée. Proposition pour une augmentation de	Les transferts aux collectivités locales sont réduits de 15 milliards.	

			pour les ménages aisés.	l'âge légal à 67 ans.		
Irlande	Déjà 3 plans d'austérité, à hauteur de 14,5 milliards d'€. Le gouvernement prévoit 15 milliards sur les 4 prochaines années.	Baisse des retraites et salaires pour les fonctionnaires (à hauteur de 5 à 15% selon les salaires). Moratoire sur l'embauche publique. 25000 postes de fonctionnaires supprimés (10% des effectifs de la fonction publique). Salaire maximum pour le public.	Baisse des allocations familiales et chômage.	Proposition pour une hausse de l'âge de départ à la retraite à 66 ans d'ici 2014.	Augmentation des frais d'inscription à l'université. le budget de la santé est diminué de 746M€. Diminution des ressources des collectivités locales.	salaire minimum diminué de 11,6%. Réforme des négociations collectives.
Angleterre	98 milliards d'€ d'ici 2015... 14% des dépenses publiques.	330000 postes de fonctionnaires supprimés sur les 5 prochaines années. Sous-traitance pour les services publics. Blocage des salaires pour deux ans. Moratoire sur les embauches prévu pour 2011.	7 milliards de coupes dans les budgets de sécurité sociale, en plus des 11 milliards annoncés à la mi 2010. Proposition de réformes des allocations chômage. Contrôles renforcés pour les allocations d'invalidité et familiale. Allocations logement réservées aux familles modestes.	Proposition d'augmenter l'âge légal de retraite à 66 ans d'ici 2020. Augmentation des cotisations prévue pour 2014/2015.	30% de réduction des subventions aux collectivités locales. Les budgets de la police, la justice, la recherche sont diminués. Les frais d'inscription augmentent dans les universités.	

Portugal	plan d'austérité sur salaire et protection sociale	Coupes salariales pour les salaires supérieurs à 1500€ brut. Coupes en moyenne de 5%. Les salaires sous 1500€ sont bloqués. Moratoire sur les embauches (total : 1,36 milliards d'€).	1,5 milliards de coupes dans la sécurité sociale et l'assurance santé. Coupes dans les allocations chômage et famille.	Blocage des pensions en 2011.	1 milliards d'euros de coupes pour le ministère de l'éducation, et d'1 milliard d'€ pour le budget de la lutte contre la pauvreté.	
République tchèque	plan d'austérité via procédure d'urgence au parlement.	Coupes de 10% en moyenne dans les salaires de la fonction publique. Les primes d'ancienneté sont remplacées par des primes de productivité : certains salariés peuvent perdre jusqu'à 30% de leur salaire.	diminution de 60% des indemnités maladies. Allocations chômage et logement très réduites.		20% de réductions des subventions aux régions.	Réforme du marché du travail. Le salaire minimum est bloqué.
Pologne	Mesures d'austérité malgré la relative bonne santé de l'économie	salaires de la fonction publique bloqués en 2011, sauf pour les enseignants. 10% des emplois publics supprimés				remise en cause des négociations collectives

Roumanie	plan d'austérité très strict pour l'obtention d'un prêt de 20 milliards par UE et FMI.	Coupes salariales de 25%. Suppression de 100000 fonctionnaires en 2010, 15000 prévus en 2011. En tout, on prévoit 250000 suppressions de postes. Le 13ème mois est supprimés. Les augmentations de salaires sont annulées.	Prestations sociales réduites de 15%	L'âge de départ à la retraite est augmenté à 65 ans d'ici 2030. Réformes des régimes spéciaux. Pensions bloquées en 2011.		Réforme du code du travail en accord avec le FMI et l'UE. Une diminution générale de la protection sociale est prévue : négociations collectives, courts prudhommales, statuts des syndicats...
Grèce	Prêt de 110 milliards accordé par le FMI et l'UE ; le gouvernement doit mettre en place un très lourd plan d'austérité.	blocage des salaires publics d'ici à 2014. 15% de coupes salariales en moyenne. Abolition de nombreuses primes.	Proposition de réductions des allocations sociales en 2011.	Coupes dans les pensions (en moyenne 7%). Le nombre d'années travaillées passe de 37 à 40 ans. L'âge de départ à la retraite sera lié à l'espérance de vie.	Coupes dans l'éducation. Subventions aux hôpitaux et collectivités locales diminuées. Près d'un milliard d'économie pour le ministère de la santé.	Facilitation des licenciements. Salaires minimums diminués pour les jeunes et les chômeurs de longue durée. Fragilisation des courts prudhommales.